

Et si le communisme était une idée neuve ?

Quelle actualité pour la lutte des classes et le communisme ? Est-il encore possible de dépasser le capitalisme ? Comment sortir de la crise de civilisation dans laquelle le capitalisme mondialisé plonge l'Humanité ? Autant de questions que les communistes ont décidé d'aborder de front pour préparer leur Assemblée nationale extraordinaire des 8 et 9 décembre.

p. 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 838

8 novembre 2007

prix: 0,70 €

Hold-up boursier sur les chantiers : CASSONS LA DICTATURE DE LA FINANCE !



■ CHANTIERS NAVALS

L'annonce du rachat de 39,2% du capital d'Aker par le Coréen STX est tombée alors que se tenait le procès de la passerelle du Queen Mary 2.

P 3

■ POUVOIR D'ACHAT

Le Pouvoir d'achat des Français baisse alors que le poids de la finance est passé à 3 fois le PIB mondial.

P 5

■ MUNICIPALES

Quels rassemblements construire pour riposter efficacement à la droite ? Le point de vue de Marc Justy, Président de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique.

P 7



■ EUROPE

Traité simplifié ou traité recyclé ? Le point avec Daniel Cirera, dirigeant du PCF en charge des affaires européennes.

P 8



L'actualité politique...

EN BREF

Mondialisation capitaliste

La banque américaine prévoit que le patrimoine des plus riches devrait augmenter de 6,8% par an au cours des cinq prochaines années, un rythme bien supérieur à celui de la croissance mondiale. Y aurait-il un lien de cause à effet ? Simple rappel : Selon le World Food Report (affilié à l'ONU), on produit chaque année de quoi nourrir 12 milliards d'êtres humains mais un homme meurt de faim toutes les 5 secondes. On n'arrête pas le progrès.

Hausse de salaire : Enfin !

Une note interne de l'Élysée, transmise au rapporteur de la mission budgétaire Pouvoirs publics à l'assemblée demande une hausse de salaire de 140%... Pour le président de la République ! Sa rémunération pourrait donc passer de 101 488 € à 240 000 €. Malheureusement, les 80% de Français vivant avec moins de 2000 € par mois ne sont pas concernés.



Un référendum pour l'Europe !

Alors que le président Nicolas Sarkozy qui affirmait vouloir réconcilier «les Français qui ont voté Oui et ceux qui ont voté Non» propose que la France ratifie le traité simplifié sur les institutions européennes par voie parlementaire dès décembre prochain, 61% des Français souhaitent que le traité soit ratifié par référendum, selon un sondage CSA/Le Parisien/Aujourd'hui en France.

Main verte

Traditionnellement, les rapports de force et les accords politiques à gauche ne se limitent pas à la simple règle à calcul et c'est bien normal. Concernant les Verts, cela peut prendre des proportions étonnantes. Ainsi, les quelque 1,9% récoltés par Dominique Voynet à la présidentielle dans le département (3 fois moins que Noël Mamère en 2002) semblent porter leurs fruits : Déjà 1 député (sur 4 au niveau national) et la promesse d'élus supplémentaires dans les mairies et 4 cantons réservés dont 2 gagnables : Le PS semble vouloir enraciner les Verts dans le département. Les semis difficiles font parfois de grandes récoltes. S'agirait-il d'Organismes Génétiquement Modifiés ?

Nuit de Noces et Gueule de Bois

Après l'accord PS/Verts en Loire-Atlantique, les deux partis semblent se diriger vers des jours heureux. Les sujets de discordes ne manquent pourtant pas sur les enjeux de développement majeurs pour le département. Ainsi, au contraire du PS, les Verts s'opposent à l'extension du port sur le site de Donges Est, au nouvel aéroport de Notre dame des Landes, ou encore à un nouveau franchissement de la Loire... Autant de sujets qui fâchent et qui peuvent rapidement faire évoluer la nuit de noces en gueule de bois.

Point de vue

Par Jean-Yves MARTIN



Ces jours-ci sort donc, avec grand fracas médiatique, un «dictionnaire du communisme», dans la même veine que le «Livre noir» de 1997. Déjà la revue L'Histoire publiait le mois dernier un dossier «Les crimes cachés du communisme, de Lénine à Pol Pot». Cette campagne bien orchestrée sonne donc comme un piqûre de rappel. Mettez-vous bien ça dans la tête ! Le communisme n'a été hier, et ne sera plus rien d'autre désormais, que le souvenir honni de ses versions étatiques et criminelles du XXème siècle...

Car, on vous le répète, le communisme est foncièrement «criminogène» et rien d'autre. Mais cet acharnement post-mortem, de la part du révisionnisme anti-communiste, paraît malgré tout bien suspect... Car pourquoi s'en prendre si fort à un défunt, bel et bien mort et enterré ? Même s'il s'accompagne, comme on vient de le voir, d'une tentative prématurée de captation d'héritage de ses valeurs, trop vite considérées comme en déshérence et évidemment bafouées. Par exemple à travers l'injonction présidentielle à la lecture de la dernière lettre de Guy Môquet dans les écoles. Mais, au-delà des polémiques, ce n'est pourtant pas passé - qu'on me par-

donne - comme une lettre à la poste ! Pourquoi tant de hargne ? Et si le communisme était si mort qu'on veut bien l'affirmer pourquoi autant d'efforts pour le refouler, l'éradiquer, encore et encore ?

En vérité, parce qu'un sceptre hante l'actualité. Celui de la permanence d'une formidable aspiration potentielle à un monde de justice, de solidarité, d'égalité... Qui trouve immanquablement ses sources dans l'état du monde et du pays d'aujourd'hui. Et qui ne peut et ne pourra que s'accroître, avec la marche forcée des politiques ultralibérales en cours. D'autant plus que la méthode «à la hussarde» de Sarkozy pour la mettre en œuvre, au-delà de son habillage de démagogie populiste, puissamment relayée par les médias serviles, révèle de jour en jour la brutalité de son «travailler plus pour gagner moins», et montre, bien plus vite que prévu, ses limites. Avec son cortège d'essais de passages en force, au risque de cafouillages, mais aussi de prises de conscience et de réactions sociales... Cependant, cette situation souligne tout aussi crûment l'état de déliquescence de la gauche, avec ses ralliements et ses reniements.

« Un spectre hante l'actualité : celui d'une formidable aspiration potentielle à un monde de justice, de solidarité, d'égalité »

Dans ces conditions, l'actualité du

communisme s'explique et reste entière. Encore faut-il que ceux qui, comme nous, ambitionnent d'en être toujours aujourd'hui de fidèles artisans, n'aient pas honte d'en conserver le nom et, bannissant tout renoncement, accomplissent aussi les efforts considérables qui en découlent - y compris sur eux-mêmes - pour en être véritablement dignes.

L'Éloge du vice à la vertu

L'objet des réformes gouvernementales actuelles est de tourner la page de 1945 et de détruire les acquis sociaux hérités de l'application du programme du Conseil National de la Résistance (CNR). «Adieu 1945, racrochons notre pays au monde !» est le titre d'un récent éditorial du magazine Challenges* rédigé par un responsable du Médef, Denis Kessler. Le propos de l'article lui-même est sans ambiguïté : énumérant les annonces successives de l'actuel gouvernement, statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité Sociale, paritarisme..., il tient ce propos : «à y regarder de plus près, on



Aujourd'hui, demain, combattre
REJOIGNEZ LES COMMUNISTES

constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du CNR !». Et d'expliquer le contexte historique dans lequel le programme du

CNR a été mis en œuvre après la Libération : ce sont les communistes, qui dans un compromis concédé par les gaullistes, ont obtenu ces avancées sociales historiques.

L'aveu est de taille pour le grand patron. L'éloge du vice à la vertu quelque part. Un Parti Communiste fort et un mouvement syndical puissant ont permis en leur temps de grandes conquêtes sociales. Et le théoricien du Médef de se frotter les mains : «il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi disparition du Parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce.»

Pour lui, le débat est tranché, le moment est venu de

tourner la page de 1945. Il oublie une chose, essentielle : ces grandes conquêtes sociales ont profondément marqué les consciences collectives. Sans les communistes, elles ne seraient pas. Le modèle social dont tant de monde parle, doit beaucoup à la fois au mouvement ouvrier et au parti révolutionnaire. La gauche elle-même est culturellement marquée de cette empreinte comme le reconnaît Denis Kessler ajoutant que la politique mise en œuvre en 1981 participe de la même «architecture» que 1945. A son corps défendant, il apporte-là un élément particulièrement intéressant pour nourrir le débat sur la pertinence du combat communiste, l'importance du rôle des élus communistes et l'apport des communistes à la gauche.

* le magazine Challenges, 4 octobre 2007

De vous à moi...

La constitution européenne rejetée par 55% des Français le 29 mai 2005 ainsi que par le peuple hollandais quelques semaines plus tard, fait son grand retour. Il ne s'agit plus d'une Constitution mais d'un Traité simplifié qui n'a de simple que la manière dont il va être déguisé. On prend le texte de 2005, on lui met une cagoule et le tour est joué. Il serait normal que les premiers concernés, les gens comme vous et moi, aient la possibilité de donner leur avis par référendum sur une question aussi importante que le projet européen. Auréolé par son élection, Nicolas Sarkozy souhaite faire ratifier le traité par voie parlementaire. Avec lui, tout est plus simple, le traité, la voie parlementaire et le contournement du débat démocratique. Par contre, défendre la concurrence libre et non faussée, le démantèlement des services publics et l'indépendance de la banque centrale européenne lors d'un grand débat national lui semble bien compliqué. Heureusement pour son sommeil, il a des alliés de gauche et de droite, il va pouvoir dormir sur ses deux oreilles. Attention cependant au réveil difficile, en 2005 aussi, tout paraissait joué d'avance.



PM

VITE LU VITE DIT

Saint-Malo de Guersac : ne pas laisser faire !

«La Fédération de Loire-Atlantique du PCF a fait connaître son mécontentement au Parti socialiste concernant la situation de St-Malo de Guersac. En effet **quelques jours seulement après avoir signé un accord électoral précisant la volonté de constituer des listes derrière les maires sortants, le Parti socialiste, accompagné des verts et des radicaux, font le choix de soutenir une liste socialiste à Saint-Malo de Guersac.** Cette situation n'est pas acceptable. L'heure est à la mobilisation, pour s'opposer à la politique du gouvernement de droite ainsi que pour apporter notre soutien aux mouvements sociaux plutôt que de combattre les municipalités d'union dirigées par des maires communistes. **La Fédération du PCF invite la population malouine à ne pas laisser faire et à se rassembler largement pour créer les conditions de l'union à Saint-Malo de Guersac autour du maire sortant Roger David.**»

Union de la gauche à Blain

Grâce notamment à l'impulsion des communistes, après 1 an de réunions thématiques avec la population, **des assises de la gauche se sont tenues à Blain le 6 octobre** et un programme des forces de gauche est en préparation, mettant l'accent sur l'environnement, le social et l'urbanisme. Contrairement à 2001 où la gauche était partie divisée, c'est la volonté de construire une liste de rassemblement qui émerge pour 2008. Forts des 20% réalisés par la liste de Jean-Luc Plumet en 2002, de nombreux communistes devraient y figurer.

Savenay : Quel contenu pour rassembler à gauche ?

Les communistes de Savenay ont tenu un nouveau forum public avec, à l'ordre du jour, les élections municipales. Cette nouvelle initiative ne cherchait pas à ouvrir un débat sur une quelconque répartition des élus entre les diverses familles politiques mais à cerner les engagements et le contenu d'une politique de gauche dans les communes et dans la structure intercommunale.

L'éventail politique des participants a permis un débat riche et intense, souvent approfondi avec une volonté de répondre aux attentes de la population : emplois de proximité, infrastructures sportives, culturelles ou scolaires, démocratie participative...

La cellule du canton de Savenay du Parti Communiste s'est ensuite adressée par courrier au Parti Socialiste local pour engager les discussions visant à mettre en application sur l'ensemble des communes du canton et sur la communauté de communes, l'accord réalisé au niveau départemental entre les deux partis.

Chantiers Navals: Les dangers de la course aux profits

■ Procès de la passerelle du Queen Mary II

A Saint-Nazaire, le procès de la catastrophe de la passerelle du Queen Mary II, 16 morts, 29 blessés, vient de se terminer. Verdict en février 2008. Nous avons demandé son point de vue à André Fadda responsable de l'Union Syndicale Multiprofessionnelle CGT particulièrement présente parmi les sous-traitants de la construction navale.

NLA : Après plus de trois semaines de procès, quel est votre sentiment ?

André Fadda : Il fallait que toute la lumière soit faite sur cet accident. Que les familles des victimes et l'opinion publique sachent que l'organisation du travail aux chantiers, cette sous-traitance en cascade méthodiquement planifiée, la précarité entretenue mettent quotidiennement la vie des travailleurs en danger. Nous n'y sommes pas totalement parvenus dans la mesure où les médias ont délibérément passé sous silence le point de vue de la CGT. Le procureur a demandé les peines maximales prévues par la loi. Dans l'état actuel de la législation, il ne pouvait aller plus loin. C'est regrettable car les victimes n'ont pas admis que les dirigeants des Chantiers et de ENDEL ne soient pas plus lourdement mis en cause.

La loi doit être changée car les entreprises qui se retrouvent sur le banc des accusés sont des personnes morales qui ne peuvent être condamnées qu'à des peines financières.

NLA : Partie civile à la barre, vous avez mis en



cause l'organisation du travail...

André Fadda : Il y a déjà eu deux morts en 2000... La direction des chantiers a déjà été condamnée. Comment ne pas arriver à des catastrophes quand on sait que 70 à 80% des personnels employés par les sous-traitants sont des travailleurs précaires, formés «à la va vite», qui doivent effectuer leur boulot sous la pression et dans des délais extrêmement courts sous peine de perdre leur place et le marché. **Pour faire baisser le coût de fabrication des bateaux, les Chantiers ont sciemment organisé la souffrance au travail.** Souffrance physique car c'est en permanence la course et l'urgence, souffrance morale car les salariés vivent constamment sous la menace d'être licenciés

s'ils n'atteignent pas leurs objectifs.

NLA : Quelles mesures immédiates pourrait-on prendre pour changer la situation ?

André Fadda : Il faudrait d'abord un véritable Comité d'Hygiène et de Sécurité de site qui regroupe des élus de la sous-traitance et des élus des Chantiers. La construction navale à Saint-Nazaire s'étend sur 130 hectares. Que peut-on faire aujourd'hui avec une commission paritaire d'hygiène et de sécurité de site (qui existe depuis 2001) dont les élus ne disposent que de 4 heures de délégation par mois ? **Nous devons obtenir des moyens matériels humains et financiers qui nous permettent de faire un vrai travail d'écoute et de prévention sur le terrain.** Il faut surtout en finir avec cette sous-traitance en cascade qui fait qu'au bout de la chaîne plus rien n'est contrôlable. En Espagne, par des luttes très fortes, les travailleurs y sont arrivés. Davantage dans le bâtiment que dans les chantiers navals, c'est vrai, mais ils ont imposé qu'il n'y ait plus que des sous-traitants de premier rang. Tout cela dépend du rapport de force...

■ Hold-up boursier sur les chantiers

Mardi 23 octobre 2007, les chantiers navals sud-coréens STX ont acheté 39,2% des actions du norvégien Aker Yards. Pour 563 millions d'euros, ils mettent ainsi la main sur le leader européen de la construction navale et sur le site de Saint-Nazaire. Michel Rica, secrétaire départemental du PCF, Marc Justy, président de l'ADECER, Yvon Renévoit, secrétaire de la section PCF de Saint-Nazaire et Christian Saulnier, président du groupe des élus communistes et républicains de Saint-Nazaire ont immédiatement réagi. Constatant que «**la valse des actionnaires se poursuit**» les responsables communistes comprennent la vive inquiétude de salariés «vendus au plus offrant» depuis 18 mois «**sans avoir un mot à dire**». «**En effectuant ce hold-up boursier, les coréens, leaders dans la construction navale, prennent pied dans un secteur – le paquebot de croisière de luxe – où ils étaient, jusqu'à présent, absents.** Le risque est donc grand à plus ou moins long terme de voir piller le savoir faire et les technologies du dernier des chantiers navals français». Une fois de plus, remarquent-ils «**ce qui vient de se passer chez Aker Yards qui doit construire 6 paquebots d'ici 2010, prouve que la finance et la spéculation ne peuvent qu'entrer en contradiction frontale avec le développement industriel, l'emploi et la réponse aux besoins humains.**» Devant une telle situation, ils demandent à l'Etat d'intervenir et de mettre «**Alstom qui détient toujours 25% du capital d'Aker Yards, devant ses responsabilités**».

■ Table ronde sur le logement social : Bloquer les loyers, est-ce possible aujourd'hui ?

Les conseils d'administration des offices HLM, des OPAC et des différents bailleurs sociaux se réunissent en ce moment. Tous votent des augmentations de loyers contre lesquelles proteste et manifeste la CNL. Rencontre entre Guy Bernard, administrateur des locataires et Michel Lucas, membre du bureau de l'ADECER, qui siègent dans des conseils d'administration.

NLA : Quand on connaît la situation du logement social, exiger le blocage des loyers est-ce réaliste ?

Guy Bernard : On sait que la plupart des organismes comme la Silène, l'OPAC 44 ou Nantes Habitat ont des fonds propres qui leur assurent deux ans de trésorerie... Les recommandations ministérielles préconisent d'augmenter de 1,8 à 1,9%. Tous les bailleurs de Loire-Atlantique se préparent à aller au-delà ! Pour ne prendre qu'un exemple, Nantes Habitat présente un plan sur trois ans qui propose d'augmenter les loyers en masse de 3% chaque année. **Au lieu de mener, ensemble, des batailles pour que l'Etat assume ses responsabilités, les bailleurs choisissent d'augmenter**

leurs réserves pour pouvoir pallier à ses éventuelles défaillances. C'est d'autant plus contestable que toutes les études montrent une paupérisation de plus en plus préoccupante des locataires. 60% d'entre eux sont sous le plafond de ressources.

Michel Lucas : Nous sommes particulièrement sensibles au taux d'effort demandé aux familles. Aujourd'hui, elles consacrent au minimum entre 25 et 30% de leur budget au logement, ce qui est beaucoup trop élevé. Il faut revenir à 20% maximum. En fait, sous le vocable de bailleur social on regroupe une multitude de situations. Entre un office HLM qui construit et qui est équilibré par le remboursement de ses emprunts et un promoteur privé qui fait de la location sociale pour gagner de l'argent, il y a peu de choses en commun. Il est nécessaire de mettre tout sur la table, d'exiger la complète transparence des comptes. **Bloquer les loyers partout, ça ne règle pas en soi la question du pouvoir d'achat mais ça pourrait être réalisable si l'Etat jouait son rôle.**

NLA : Comment ?
Guy Bernard : Il y a 33 000 demandeurs de logement en Loire-Atlantique. Il faut



donc construire ; or les subventions publiques diminuent chaque année. **En 2007, le bailleur social qui se lance dans un programme de logements neufs supporte 80 à 82% du coût de l'opération.** Autrement dit c'est le locataire qui finance ! Sans parler du 1% patronal qui ne représente plus en fait que 0,45% de la réduction de l'aide à la personne...

Michel Lucas : En 2001 et 2002 avant que la droite revienne au pouvoir, la baisse de la TVA sur les travaux décidée par Jean Claude Gayssot alors Ministre du Logement – (elle est passée de 19,6 à 5,5%) - la baisse d'un point des frais financiers négociée avec les banques et les exonérations de taxes foncières, avaient permis aux bailleurs sociaux de bloquer le montant des quittances, d'embaucher du personnel et de lancer des programmes de rénovation de leur patrimoine.

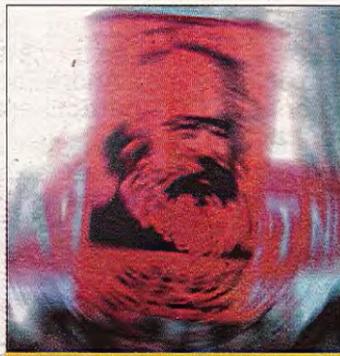
Le dossier.

Et si le communisme était une idée neuve ?

Avant les 8 et 9 décembre, les communistes ouvrent des débats de fond

Débat passionnant et passionné ! Quoi de plus naturel puisque les communistes de la section de Nantes avaient choisi d'aborder la question du communisme et du dépassement du capitalisme pour ouvrir leurs travaux préparatoires à l'Assemblée nationale extraordinaire des 8 & 9 décembre. Yves Djmicoli, en charge du secteur Économie - Social - Finance du PCF, a ouvert les débats par un exposé bref et apprécié sur la crise du capitalisme et les potentialités de son dépassement. Décrivant la terrible crise de civilisation que le capitalisme financiarisé fait traverser à l'Humanité, le dirigeant communiste n'hésite pas à caractériser les échecs de la gauche: Celui du socialisme étatique en URSS d'abord, mais aussi celui des social-démocraties passées de la transformation sociale à la gestion du marché. Mais pour lui, des potenti-

tés formidable sont offertes par la révolution informationnelle, à condition de réussir à travailler l'union de tous les salariés et de gagner 4 batailles essentielles: La sécurisation de l'Emploi et de la formation, le développement des services publics, la démocratisation de l'entreprise et celle des institutions. Il conclura en réaffirmant son attachement au mot «communisme», synonyme de «radicalité» dans le changement comme de «mise en commun». Prenant la parole en premier, Jean-Claude B. insiste sur «l'efficacité de l'économie de marché», qu'il met en parallèle avec les situations de pénurie qu'il avait pu rencontrer lors de voyages en URSS «la satisfaction des besoins des gens doit être la priorité». Quant à Jacques, il s'appuie sur l'exemple d'ouvriers très qualifiés, pour avancer la nécessité de repenser la



Redéfinir les classes sociales et mettre la politique au diapason du social

«nébuleuse des classes sociales» il ajoute «cela fait 30 ans qu'on dit qu'il faut dépasser le capitalisme, avec les résultats qu'on connaît, comment faire aujourd'hui?». Raymond réagit sur l'origine d'une de nos difficultés «Nous avons du mal

à faire comprendre l'interdépendance du local au global. Il y a un enjeu majeur à exposer «l'universalisme des affrontements qui sont devant nous». Prenant exemple sur les luttes formidables qui se développent en Amérique Latine Jean-Claude H. partage l'idée qu'il ne pas contenir la réflexion dans le champ hexagonal. Il souhaite qu'on ne «bazarde pas des notions comme celle de la plus-value». Des classes sociales aux luttes, la discussion s'engage sur les mouvements sociaux. Pour Aymeric, «il n'y a pas plus consciente d'elle-même que la classe bourgeoise. Le communisme est utile à la mise en cohérence politique entre les luttes». Pour Michel, il faut creuser la période passée et comprendre d'où vient «la crise d'un Parti comme le notre, toujours utile à mettre la politique au diapason du social.» Reprenant la

parole, Yves décrit une gauche en crise exceptionnelle, «existentielle» même pour le PCF. Mais il y a à prendre appui sur les luttes qui montent en Europe ou en Amérique Latine notamment: «Comment pouvons-nous aider ce mouvement à se consolider?». Il conteste que le communisme ait échoué «c'est une erreur historique puisque le communisme n'a jamais existé.../ Dans le parti, nous avons toujours parlé d'abolition du capitalisme, ce qui est une forme de négation de l'économie. Le dépassement du capitalisme correspond, lui, à l'abolition positive dont parlait Marx». À l'image de la discussion, riche et ouverte les communistes nantais sont attachés au communisme et surtout déterminés à poursuivre les nécessaires débats idéologiques redéfinir dans la novation, leur visée politique.

Yves Dimicoli

Responsable du secteur Économie - Social - Finance du PCF

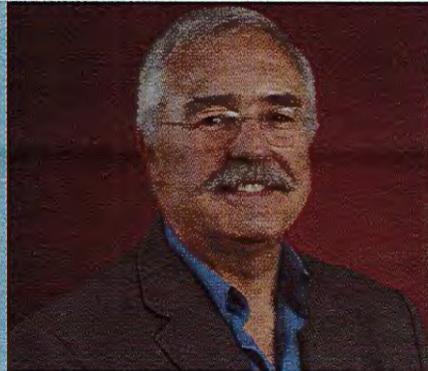
Peut-on parler de crise du capitalisme?

Yves Dimicoli : Incontestablement, nous sommes face à une crise radicale de civilisation. Le capitalisme financier et la mondialisation entraînent l'Humanité dans un double mouvement : celui, positif, de l'extension au monde entier de la salarisation mais avec propagation du chômage et de la précarité. Alors qu'émergent des besoins individuels nouveaux, on assiste à un recul des droits sociaux et à la disparition des protections nationales. L'industrialisation des pays émergents, qui peut arracher des milliards d'humains à la famine et à la dépendance aux aléas climatiques, se fait cependant sous la férule de capitaux financiers transnationaux et de leurs exigences de rentabilité financière. Enfin, le monde d'aujourd'hui est celui de la prédominance de l'information sur les produits matériels, ce qui

ouvre des possibilités inédites de partages à l'échelle de la planète. Mais les trans-nationales utilisent les nouvelles technologies, non pour répondre aux besoins de développement de tous les humains, mais pour diminuer l'emploi et surexploiter. Elles construisent des réseaux mondiaux de domination, en faisant massivement appel pour cela aux marchés financiers, pour partager les coûts de recherche afin de monopoliser. Cela accentue les difficultés mondiales et la guerre économique.

NLA : Dès lors, est-il possible de dépasser le capitalisme?

YD : La révolution informationnelle porte en elle le besoin de partages, elle en donne les moyens pour un dépassement progressif du capitalisme et du marché lui-même, d'autant plus que le salariat constitue aujourd'hui, dans un pays développé comme la France, 92% de la population active. Il ne faut pas reproduire les échecs des tentatives étatiques de transformation du passé : celui du socialisme étatique en URSS d'une part et celui de la social-démocratie, d'autre part. Autant la conception soviétique du socialisme, autori-



taire et fusionnelle, a nié le marché au lieu de le dépasser, autant la conception social-démocrate a peu à peu glissé vers l'idée que le marché constituerait la fin de l'Histoire. Pour autant, les luttes que mènent de nombreux pays d'Amérique Latine, notamment, qui entrent en confrontation avec les institutions financières internationales, jusqu'à vouloir s'émanciper du FMI par la création d'une Banque du Sud, témoignent des formidables potentialités de notre temps. Il est aujourd'hui possible de répondre au défi que constitue la construction d'un dépassement de la civilisation actuelle.

NLA : En quoi le communisme constitue-t-il une réponse à cette crise de civilisation?

Le mot porte en lui la radicalité de la mise en commun. Le communisme n'a existé nulle part, la possibilité de construction est devant nous. Un système de sécurité d'emploi ou de formation permettrait par exemple de dépasser la condition salariale. Cela nécessite de reprendre confiance dans nos propositions politiques. Il y a besoin de la novation communiste pour alimenter les luttes. Un dépassement du capitalisme, c'est à dire son abolition réussie, est possible en conservant la force du mouvement et de la liberté individuelle et en supprimant ses maux sociaux, comme avec la sécurité d'emploi ou de formation qui éradiquerait le chômage par la possibilité pour chacun-e d'alterner tout le long de sa vie entre emploi stable et correctement rémunéré et formation elle-même rémunérée permettant d'accéder à un meilleur emploi. Cela appelle, contre toutes les formes de monopoles et de discriminations, un partage des moyens et des savoirs vers un communisme de liberté.

Ils ont dit :



Sabine Mahé, 38 ans,
1^{ère} adjointe au maire de Trignac

J'ai adhéré au Parti communiste parce que j'avais envie de m'engager. Mon choix était naturel puisque les communistes étaient ceux qui étaient à la fois présents dans les grandes luttes pour la défense des salariés et des populations mais aussi dans l'action pour le développement de ma commune. Mettre en commun, c'est avoir le souci permanent de développer les services publics pour les personnes, quelles que soient leurs origines sociales...

Et mener les batailles nécessaires pour qu'ils ne disparaissent pas. Je pense par exemple à l'action pour que La Poste ne diminue pas ses horaires d'ouverture à Trignac. Et puis qui d'autre qu'un maire communiste peut prendre des arrêtés anti-précarité pour protéger ses administrés des expulsions ou des coupures d'eau et d'électricité ? Pour moi, le communisme, c'est avant tout des actes ! C'est l'espoir de dépasser le capitalisme mais c'est aussi l'action au quotidien de militants et d'élus de terrain pour faire reculer les inégalités et améliorer la vie des gens.



Anthony Perigaud
32 ans, employé à Man Diesel

Ca fait 15 ans que je suis sur le marché du travail et je gagne aujourd'hui 1200 euros, c'est sans aucun rapport avec les profits que mon travail génère. J'en ai marre de ne pas travailler pour moi mais pour enrichir l'actionariat. D'autant que les accords sur le temps de travail comme le reste de notre statut social est sans

cesse remis en cause. Pour y arriver, nous sommes mis en concurrence avec les autres salariés européens mais aussi entre nous, dans la même entreprise et sur le même site. Pour les salariés de l'industrie, c'est ça la réalité du capitalisme. Voilà pourquoi je suis révolutionnaire ! On ne peut pas uniquement boucher les trous d'un bateau qui prend l'eau de partout. Et le communisme représente pour moi l'espoir de changer la vie et de transformer la société.

PRENONS NOTE...

Le CNE bientôt enterré !

L'Organisation internationale du travail (OIT) s'apprête à **condamner le Contrat Nouvelle Embauche (CNE)**, le jugeant non conforme à sa convention 158 qui interdit un licenciement sans motif valable.

Travailler plus pour gagner moins que rien

Génération Précaire, en accord avec l'ensemble des syndicats, propose une rémunération dès le premier jour de stage, progressive en fonction de la durée du stage et du niveau d'études du stagiaire.

Chaque citoyen est appelé à s'adresser à son député pour lui demander d'intervenir sur cette question cruciale des stages en entreprise en défendant la proposition d'une rémunération décente dès le 1er jour et progressive selon le niveau d'études.

www.generation-precaire.org

Le choix du conflit

Alors que les agents de la Fonction publique subissent une perte de pouvoir d'achat de 6,5% depuis janvier 2000, les dispositions énoncées par E. Woerth relèvent du dérisoire, voire de la provocation. La journée du 20 novembre sera donc un temps fort et unitaire de la lutte pour obtenir des avancées porteuses de progrès social pour tous.

Une seule opération

F.Fillon a livré, devant les «réformateurs» de l'UMP, le fond de sa pensée sur la réforme de l'Etat. Il s'agit à l'infini d'utiliser une seule opération de mathématique élémentaire : **la soustraction**. C'est moins de services, moins de personnels, moins d'Etat.

Rigueur pour tous ?

Dans la France d'après, tous les citoyens ne sont pas logés à la même enseigne. Le budget de la Présidence multiplié par trois, le SMIC par zéro !

3,8 millions d'euros

C'est le revenu moyen annuel en 2006 des 50 patrons les mieux payés soit l'équivalent de 316 années de Smic.

La santé des plus pauvres

8% des plus pauvres déclarent que leur santé est «mauvaise» ou «très mauvaise» contre seulement 4% du reste de la population. 11% des plus pauvres souffrent de caries contre 6% du reste de la population. 22% d'entre-elles n'ont pas de complémentaire santé contre 7% du reste de la population.

Diktat moral

Le pape Benoît XVI a estimé que les pharmaciens devaient avoir le droit à «l'objection de conscience» pour pouvoir refuser de délivrer des médicaments permettant l'avortement.

Quand va-t-on finir de contester aux femmes le droit à disposer de leur corps et à choisir leur maternité !

Journée nationale de la Résistance

Les sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen proposent d'instituer une journée de la Résistance. La date de cette journée pourrait être **le 27 mai, date de la 1ère réunion du Conseil National de la Résistance.**

Au nom d'une certaine croissance !



Ce serait au nom de l'équité, de l'égalité que le gouvernement veut casser le régime spécial des retraites : c'est un leurre.

Ce que le gouvernement et le patronat recherchent, c'est bien l'allongement de la durée de cotisations pour tous pour pouvoir rallonger la durée du travail tout au long de la vie. Pour cela, il leur faut passer par une réforme des régimes spéciaux. La 2ème étape en 2008, c'est 41, 42 ans (voire plus) de cotisations pour tous, entraînant de fait, un recul de l'âge de la retraite ou une réduction drastique de leur montant.

«Si on a plus de chômeurs que les autres, c'est parce qu'on travaille moins que les autres !» a asséné Sarkozy lors de la mise en place de l'installation de la commission sur la libération de la croissance. Ainsi, l'argumentaire veut accréditer l'idée que nos problèmes de chômage et de croissance trouveraient leur cause essentielle dans le fait que la durée du travail en France serait trop faible. Or, la focalisation sur la durée moyenne du travail fait passer sous silence la question majeure du taux d'emploi. A cela, il faut ajouter l'insuffisance criante de la formation en France, en recul depuis 2000. **Il s'agit donc d'accroître la mobilité de l'emploi et le taux d'activité des Français** en visant particulièrement les seniors et les jeunes, avec, en toute logique de compétitivité, une précarisation accrue et un allongement imposé de la durée du travail tout au long de la vie (recul du droit à une formation initiale de qualité et moindre droit à la retraite).

On le savait, la politique de Sarkozy est cohérente puisqu'elle vise à démanteler tout l'édifice social et démocratique hérité du Conseil National de la Résistance. **Et si les richesses, toutes issues du travail rappelons-le, au lieu d'être utilisées pour grossir les masses financières parasites, étaient utilisées pour développer l'emploi, les qualifications, les salaires, combien de ressources nouvelles ne se trouveraient-elles pas disponibles pour améliorer les comptes sociaux, les salaires ?**

La faillite au secours de la rigueur

Ainsi, nous sommes en faillite, mais au diable l'avarice, nous continuons à multiplier les cadeaux à ces 20% des foyers qui profiteront de 70% du paquet fiscal.

Prenons le déficit de la Sécu, véritable imposture qui sert de fonds de commerce à Sarkozy pour mener à bien sa politique de désengagement des moyens socialisés pour la protection sociale ! **Le déficit de l'assurance maladie, prévu pour 2007, s'élève à 11,7 milliards d'euros.**

Or, selon le dernier rapport de la Cour des Comptes, l'Etat doit à la Sécurité Sociale 9 milliards d'euro. Cette année, plus de 32 milliards d'euros seront soustraits au financement de la protection sociale solidaire grâce aux différentes exonérations. Le gouvernement a été épinglé par la Cour des comptes qui pointe l'absence d'effets sur l'emploi de ces mesures et la non compensation intégrale par l'Etat. De même, que les effets que donnerait la taxation des stock-options ont été évalués à 3 milliards d'euros. **Mais ces pistes ne sont pas explorées car il n'est pas envisagé de résorber les déficits de la sécurité sociale, ni de répondre aux besoins.**

Depuis 2002, les réformes s'enchaînent et se ressemblent avec un trou croissant de la Sécurité Sociale alors que la couverture sociale ne cesse de se réduire. **Il devient évident que le déficit sert à faire accepter les réformes libérales** qui se résument dans l'augmentation des prélèvements sur les salariés, et l'accroissement de la part restant à la charge du patient.

Cette dramatisation est une vile propagande visant à pousser au renoncement et ainsi mieux mettre en œuvre les grands axes de la politique de Sarkozy : le passage d'un système financé par le travail à un système financé par l'impôt et le développement des assurances privées.

La vraie faillite est bien là, celle de préparer une nouvelle fois la majorité des Français à d'injustes sacrifices.



Priorité nationale !

Du journal «les Echos» qui indique que «la sphère globale de la finance pèse aujourd'hui 3 fois plus lourd que le PIB mondial alors qu'en 1980, le PIB et les actifs financiers étaient équivalents» en passant par la «Tribune» qui confirme que «Depuis plusieurs années, l'argent coule à flots, le partage de la valeur ajoutée devrait continuer à se déformer en faveur des entreprises» au détriment du travail et des salariés. **L'argent coule à flots !**

Si en 20 ans, les dividendes distribués aux actionnaires ont été multipliés par neuf, le taux horaire du Smic a à peine



doublé. Les lois votées cet été aggravent encore cette situation.

Prétendre régler les problèmes du pouvoir d'achat, comme le fait le rapport d'étape de la Commission Attali, sans s'attaquer au problème des travailleurs pauvres, des précaires, des petites retraites, n'est qu'une imposture.

Le pouvoir d'achat des Français se dégrade terriblement : 7 millions de travailleurs pauvres, 15% de Smicards et près de 40% des salariés touchent moins de 1,3 Smic, voici la triste réalité de l'emploi en France quand les hauts salaires continuent de

«toujours plus», s'enrichir. Les 3500 foyers les plus riches ont vu leur revenu augmenter de 43% en 8 ans.

Sarkozy a pourtant fait du pouvoir d'achat une «priorité nationale». Mais, fidèle à ses intérêts de classe, il n'a eu de cesse de multiplier les cadeaux aux Français les plus fortunés. Ainsi, d'un côté le «paquet fiscal» de 14 milliards d'euros pour les riches et, de l'autre, ce refus de revaloriser le Smic et les salaires.

La croissance de la France passe par une véritable relance de la consommation sociale et une augmentation du pouvoir d'achat.

Evènements, culture, idées.

Huma Café :

Communisme, un mort bien vivant !

Pour accepter l'idée que l'exigence communiste, telle que Marx l'a formulée, est actuelle, alors que le doute à son égard est général, pour **Yvon Quiniou** il faut commencer par la distinguer de ce qui s'est fait en son nom au XXe siècle.

Il rappelle que pour l'auteur du *Manifeste communiste* la transformation révolutionnaire de la société ne pouvait s'effectuer qu'à partir des conditions économiques, sociales et politiques du capitalisme développé, en y intégrant les acquis de la démocratie. Or les régimes de l'Est initiés par la révolution bolchévique, suivie par le stalinisme, ont fourni un contre-exemple de ce modèle qui s'enracine à la fois dans la conception qu'avait Marx de l'histoire et dans ses exigences d'émancipation démocratique. Avec la chute du mur, le communisme est atteint de plein fouet. On croit que ce n'est plus possible. Dans le prolongement de F.Furet («Le passé d'une illusion») «le communisme est mort et les communistes sont des irréalistes utopiques». Mais cet échec laisse pourtant intacte la question de sa validité dans le contexte du capitalisme développé. Ainsi «le test historique de l'impossibilité du communisme n'a pas été fait».

Mais ce propos reste purement négatif. Pourquoi peut-on affirmer

positivement que ce projet est encore valide ? Essentiellement parce que Marx n'a pas décrit une société particulière, située géographiquement et historiquement - la société anglaise du XIXe siècle - mais pensé



un mode de production seulement embryonnaire en son temps, qui s'étend progressivement à l'ensemble de la planète et dont il a mis à jour les lois de fonctionnement et d'évolution. Or le diagnostic critique qu'il nous en donne demeure valable, si l'on accepte de le transposer à des formes historiques nouvelles : exploitation du travail, parfois même aggravée dans la dernière période ; oppression sociale malgré les acquis de l'État-Providence qui tendent à être remis en cause depuis la chute des régimes de l'Est ; et, derrière les institutions démocratiques, nouveaux phénomènes de dépossession de la politique que la montée de l'abstention et la crise de la représentation politique attestent.

Enfin, il y a l'aliénation individuelle : le fait que des individus, du fait de leur appartenance à une classe sociale défavorisée, ne peuvent réaliser leurs potentialités, l'ignorent, voire, comble de l'aliénation, le désirent à

si l'on veut supprimer l'exploitation économique, l'oppression sociale, la domination politique et l'aliénation individuelle. Y.Quiniou en réponse à la question : «Le communisme est-il anthropologiquement possible ?» souligne enfin dans le communisme une exigence ou une obligation proprement morale, donc une nécessité pratique inconditionnelle. Cette idée a été minorée par la tradition marxiste et elle paraît incongrue aux défenseurs du libéralisme. Pourtant elle travaille bien toute la critique marxienne du capitalisme : celle-ci s'enracine dans des valeurs morales de type kantien centrées sur l'Universel, le respect de la personne humaine et l'autonomie. C'est ainsi que ni l'exploitation, ni l'oppression, ni la domination ne peuvent, par principe, être universalisées. A l'inverse, le communisme, à travers ses réalisations les plus concrètes, a pour signification morale profonde de promouvoir l'Universel en assurant la promotion de l'humain chez tous les hommes. Au-delà les modifications que sa traduction socio-politique peut recevoir, c'est par elle que le communisme continue de nous interpeller pratiquement et de faire sens, pour le présent et pour l'avenir.

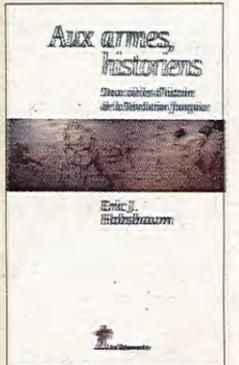
LIRE

Vive la Révolution ! par Eric Hobsbawm

Véritable retour sur deux siècles d'histoire de la Révolution française, Aux armes, historiens, est une approche stimulante d'historiographie et d'analyse politique proposée par l'un des plus éminents historiens du XXe siècle. Eric J. Hobsbawm est l'auteur d'une œuvre considérable, dont la trilogie : L'Ère des révolutions : 1789-1848, L'Ère des empires : 1875-1914 et L'Ère du capital : 1848-1875, ainsi que L'Âge des extrêmes : 1914-1991.

Dès 1989, dans trois conférences - publiées tardivement ici - il soulignait que «l'historiographie récente sur la Révolution française, surtout en France, est particulièrement biaisée. La renouveau de l'idéologie et de l'air du temps, associée à la force des médias modernes, a fait que le bicentenaire est largement dominé par ceux qui, tout simplement, n'apprécient guère la Révolution et son héritage». En fait, il montre que c'est dès les années 1970, que «le révisionnisme a pris la forme d'une attaque massive (...) quand F.Furet et D.Richet ont critiqué l'interprétation établie de l'histoire révolutionnaire enseignée [à la Sorbonne], notamment par A.Soboul, puis M.Vovelle, après A.Mathiez et G.Lefebvre avant guerre. Cette critique révisionniste entendait faire de 1789 la révolution-mère de tous les totalitarismes du XXe siècle. Dans une postface de 2007, il fait le constat, de «la disparition de la version de l'histoire révolutionnaire formulée pour (ou plutôt contre) le bicentenaire par F.Furet (...) Mais, si «La "révolution furetienne" est terminée (...) elle a laissé cependant un héritage regrettable». Cependant, si «en France, l'intérêt et la recherche historique liés à la Révolution semblent avoir considérablement diminué depuis 1989, ce n'est manifestement pas le cas dans le monde anglophone». Elle y demeure, aux yeux des historiens, «un événement historique majeur, qui n'a pas seulement secoué le monde, mais qui l'a transformé». Alors, «peut-être le temps est-il venu pour les Français de prêter à nouveau l'oreille aux échos universels de La Marseillaise et de les entendre aussi fortement qu'on les entend dans le reste du monde».

Éditions La Découverte, 156 p., oct. 2007, 14,5€.



VOIR...



Terre de schiste à Châteaubriant

Des outils et des pierres pour restituer l'atmosphère d'une carrière, une façon ludique de découvrir la géologie... avec la

Pierre bleue qui colore l'identité du pays de Châteaubriant, et le château lui-même. En s'appuyant sur le recensement mené sur le territoire départemental, l'exposition est aussi conçue pour inviter chacun à la recherche du schiste en débusquant des piquets de vigne en pierre dans le vignoble, des supports pour les huîtres en baie de Bourgneuf, des cadrans solaires en presqu'île guérandaise, des sculptures ou des croix au coin des chemins, des haies de palis ou des architectures monumentales...

Château de Châteaubriant,

Tél. : 02-40-28-20-20

Tous les jours sauf fériés, de 14h à 17h30.

MÉDIAS

Le Guy Môquet de Ouest-France

Après s'être d'abord interrogé pour savoir si cette toute première décision du président, était ou non une "Manipulation politique ?", Ouest-France évoque, non sans confusion, le cas de Guy Môquet. S'il n'est présenté, comme ses 26 camarades fusillés à Châteaubriant, que comme un "préssumé (sic) communiste", il ne devrait pas bénéficier cependant d'une quelconque présomption de résistance. On cite G.Perrault - qui fut souvent mieux inspiré - pour

trancher : il n'aurait été qu'un "petit soldat du PCF, rien de plus" ! Pourtant dans l'article de 2004 d'où est sortie cette citation, "Non aux hargnes rancées de la guerre froide", il écrivait aussi : "pour tout communiste d'hier ou de demain, rien ne sépare, sinon le hasard des circonstances, le résistant P.Georges [Col. Fabien] de l'otage Guy Môquet".

Il a bien été jeté en prison et transféré à Châteaubriant, "où se trouvent d'autres présumés (bis !) communistes" ? Communistes, élus parisiens et syndicalistes, ils l'étaient bel et bien presque tous, et c'est précisément pourquoi ils étaient internés et y furent assurément

fusillés. Car cette laborieuse présentation, passe quasi sous silence le collaborationnisme de Vichy, qui applique avec zèle la législation anticommuniste adoptée par les gouvernements de la IIIème République déliquescence en 1939-1940, juste avant son vote des pleins pouvoirs à Pétain, le 10 juillet 1940.

En fait, après la tentative avortée d'occulter l'appartenance communiste de Guy Môquet, il s'agit, on le voit bien, de situer à tout prix son évocation dans la vulgate actuelle du révisionnisme politico-historique "post-communiste" d'aujourd'hui : approche étroitement commémorative

de l'histoire, à base de confusion entre mémoire et histoire, captation tous azimuts des valeurs, et, pour l'époque de l'Occupation, mythe de la collaboration du PCF pour tenter d'effacer celle bien réelle de Vichy, au titre de la réconciliation actuelle de toutes les droites néo-gaulliste, vichyste, voire pro-nazie.

Ouest-France attribue enfin à J-M Ayrault des propos tenus en fait par P.Maia au nom du Comité du Souvenir. Il a fallu cinq jours à Ouest-France pour rétablir et corriger ce simple fait. Alors, pensez donc, pour les fusillades, après 66 ans, pourquoi se gêner !

près de vous

Guy Môquet

Une résidence universitaire à son nom ?

Lors de la séance du Conseil général du 22 octobre, Jean-Louis LE CORRE a proposé que la résidence universitaire de la Haute Forêt, actuellement en cours de construction à Nantes, porte le nom de Guy Môquet.

Missillac

Très chère eau

La question sensible de la gestion de l'eau était à l'ordre du jour du Conseil municipal. Ayant constaté que Missillac figurait dans le haut du tableau concernant le prix du m³ (70 % plus cher qu'à la CARENE ou à Nantes Métropole), Michel GUILLET, mettant en cause Véolia, dont le contrat se termine prochainement, a affirmé que l'eau étant «un bien public», sa gestion devait «relever du service public». Il a proposé que l'eau et l'assainissement deviennent deux compétences déléguées à la communauté de communes et qu'à l'exemple «de nombreuses villes qui ont remis en cause leurs conventions», l'intercommunalité travaille sérieusement la possibilité d'une gestion en régie.

Ecole

Que feront les enfants le samedi matin ?

Les élus communistes de Nantes ont approuvé les actions inscrites dans le Contrat Educatif Local pour l'année scolaire 2007-2008. Il s'agit là d'un outil particulièrement «efficace» lorsqu'il s'adresse aux quartiers populaires, a constaté Michel RICA. Cette priorité donnée par la ville à l'éducation des enfants entre cependant en contradiction frontale avec la politique «destructrice» d'un gouvernement qui supprimera 11 200 postes d'enseignants en 2008. C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier la décision, prise sans concertation, du ministre de l'éducation, de supprimer les cours du samedi matin. Une mesure qui risque, si on n'y prend pas garde, de se traduire par des charges nouvelles pour les collectivités locales notamment en ce qui concerne l'accueil périscolaire.

Montoir de Bretagne

Revoir le contrat d'association

Lors du Conseil municipal, le contrat d'association liant la commune à l'école privée Saint-Etienne a fait débat dans la majorité municipale. Vouant se conformer à la nouvelle réglementation sur le financement par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat, le maire a proposé le vote d'une augmentation de 100 euros par élève pour 2007-2008 et 100 euros supplémentaires pour 2008-2009. Au nom du groupe Hubert DELAHAIE a souhaité pour le moins «remettre à plat ce vieux contrat qui mérite une sérieuse réactualisation» et les élus communistes ont refusé de participer au vote.

L'activité

■ **Région**

Hubert Delahaie : «Gauche et droite, deux démarches inconciliables»

Lors de la dernière session de Conseil régional, Hubert DELAHAIE a tiré profit de l'examen du budget supplémentaire de la Région pour comparer «deux démarches politiques radicalement différentes, celle de notre majorité régionale de gauche qui va dans le bon sens : l'aménagement du territoire régional pour répondre aux besoins des ligériens, et celle de la majorité de droite aux commandes de l'Etat qui va aggraver à la fois les difficultés du plus grand nombre de nos concitoyens et les inégalités entre les territoires». Pour preuve de ses affirmations, le Conseiller régional a cité notamment les 13,5 millions d'euros qui seront consacrés à de nouveaux investissements pour le Port Autonome Nantes/ Saint-Nazaire, les 31 millions d'euros débloqués pour la construction d'un nouveau lycée professionnel « tourné vers les métiers de la mer » à Olonne sur Mer en Vendée. Au lendemain de la grève à la SNCF, il a constaté les orientations libérales que le gouvernement impose à la société nationale (notamment en matière de fret avec la fermeture annoncée de 262 gares au chargement et déchargement des trains de wagons de marchandises dits isolés) sont à contre courant des «investissements massifs» de la Région dans les transports ferroviaires. Ainsi, le trafic passagers a-t-il doublé en dix ans «passant de 6 millions à plus de 12 millions de voyageurs».



■ **Municipales**

Des listes de gauche partout



C'est clair, Sarkozy veut en finir au plus vite avec les conquêtes du Front Populaire, du Conseil National de la Résistance et de Mai 68. Il a tous les pouvoirs et il est déterminé à aller jusqu'au bout. Nul doute qu'il essaiera de profiter des prochaines échéances pour poursuivre localement «l'ouverture» qui a si bien réussi au niveau national. Pourtant, après le choc des présidentielles et des législatives, des résistances s'organisent qui montrent que son chemin n'est pas bordé de roses. Le 18 octobre, nous étions 2000 à Saint-Nazaire, 10 000 dans le département, 300 000 à travers le pays, pour défendre nos retraites. D'autres journées nationales sont annoncées ou en préparation comme celle de la fonction publique, le 20 novembre. Pour être efficaces, riposte sociale et riposte politique doivent marcher d'un même pas. C'est pourquoi nous avons travaillé à un accord cadre entre les fédérations du Parti socialiste et du Parti communiste de Loire Atlantique. Mais on sait bien que l'union c'est d'abord et surtout en bas que ça se gagne ! C'est dans ce contexte et avec la volonté de gagner de nouvelles municipalités à la gauche que nous entamons partout les discussions avec nos partenaires pour construire des listes de gauche et réaliser l'union derrière les maires sortants ou les têtes de listes désignées pour leur succéder.

Il n'y a, en effet, pas trente six solutions : ou la gauche va à la bataille désunie, certains allant jusqu'à succomber aux chants des sirènes du Modem - ce sera alors sans les communistes - et la droite et le Medef en profiteront pour conforter encore un peu plus leur pouvoir, ou nous sommes capables de commencer à reconstruire une gauche combative et solidaire et - l'épisode de la TVA sociale entre les deux tours des législatives l'a prouvé - la droite y laissera des plumes et nous pourrons, tous ensemble, aller de l'avant.

Marc Justy, Président de l'ADECR 44

■ **Vertou**

Michel Gouty : « Pour le collège, c'est le département qui paie »

Michel GOUTY a interpellé le maire sur les conditions de financement du transport en car des élèves du deuxième collège public de Vertou qui doivent pratiquer l'éducation physique et sportive au complexe Sèvre et Maine en attendant que le gymnase de leur établissement soit terminé. Alors que la construction et le fonctionnement des collèges sont de la compétence du Conseil général, l'Assemblée départementale n'envisagerait de ne couvrir que partiellement la dépense, ce qui serait «injuste» remarque l'élue. Appuyé dans sa demande par Jean-Louis LE CORRE, le Conseiller municipal communiste a insisté pour que «le Conseil général finance dans leur totalité, les frais de transport».

■ **Nantes Métropole**

Non à l'avancement à la tête du client !

Les élus communistes ont refusé de voter la délibération concernant les conditions d'avancement de grade du personnel de la communauté d'agglomération. D'abord, a rappelé Yann VINCE, parce qu'ils contestent le dispositif législatif et réglementaire qui remplace les quotas d'avancement de grade par des ratios de promotion déterminés par la collectivité après avis du comité technique paritaire. Sans nier les inconvénients de quotas qui avaient conduit à des situations de blocage particulièrement importantes, en particulier dans la filière administrative, ils regrettent que la nouvelle réforme sous couvert de «décentralisation ou modernisation» - porte un «nouveau coup» au statut de la Fonction Publique issu de la loi de 1984. «Il s'agit en effet d'une généralisation de l'individualisation des carrières... Outre le caractère discrétionnaire des promotions... les ratios vont devenir un nouvel outil de mise en concurrence des collectivités, aggravant les inégalités entre grandes et petites, riches et pauvres». Les élus communistes contestent cette logique et estiment quant à eux, «que tous les agents bénéficiant des qualités requises pour leur admission au grade supérieur, en années et en qualification professionnelle, devraient pouvoir prétendre à un avancement de grade». L'élue rézén s'est ensuite fortement étonné que «le conseil communautaire soit amené à se prononcer sur un texte résultant d'un accord minoritaire», deux organisations syndicales représentant une majorité des agents n'ayant pas signé le protocole d'accord.

■ **Pour le respect des droits, lutter sur tous les fronts**

La Commission Départementale pour la Promotion de l'Egalité des Chances et la Citoyenneté (COPEC) vient d'être mise en place avec pour objectif de proposer des orientations concrètes pour une politique publique de lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme. Cette création, a souligné Daniel FROUIN revêt «une dimension toute particulière face aux décisions prises par le gouvernement actuel : cadeaux fiscaux pour les plus riches et rigueur pour tous les autres, franchises médicales, stigmatisation des immigrés». Il est souhaitable, a poursuivi l'élue de Bouguenais que «l'engagement de Nantes Métropole dans ce COPEC ne se limite pas à la lutte contre les discriminations par l'emploi ... Quand la crise du logement rejette les plus modestes loin des centres villes, quand la pauvreté et la précarité sont définitivement inscrites dans des mesures qui les pérennisent comme le RMI, le RSA... quand le droit à la formation passe par la casse de la carte scolaire, quand la peur de l'autre appelle à la généralisation de la vidéosurveillance et amène les maires à être les shérifs de la prévention de la délinquance... il nous faut renforcer les luttes pour garantir le respect et l'accès de tous aux droits fondamentaux de notre République».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Jeudi 8 novembre

Assemblée des communistes de Brains à 18H30.

Mardi 13 novembre

La section de Nantes organise un débat sur le thème « Quel rassemblement pour une politique de transformation sociale ? » avec Patrice Bessac, porte-parole du PCF à 18H30, Maison des syndicats.

Jeudi 15 novembre

La section de Saint-Nazaire organise un forum de la gauche à 20H30, agora espace 1901.

Jeudi 15 novembre

Assemblée des communistes de Rezé à 18H30 au siège de la section.

Vendredi 16 novembre

Assemblée des communistes de Bouguenais à 18H30, salle du 8 mai à Bouguenais.

Vendredi 16 novembre

Rencontre avec Odette Roux, première femme communiste maire d'une ville sous préfecture (Sables d'Olonne), espace Simone de Beauvoir de Nantes à 18H30.

Jeudi 22 novembre

Réunion élections municipales de Rezé à 18H30 à la section de Rezé.

Jeudi 22 novembre

Assemblée de section des communistes de Loire et Sèvre, à 18H30, espace Beautour à Vertou.

■ Europe - traité recyclé, 3 questions à Daniel Cirera ! Chargé des questions européennes à la direction du PCF

NLA: Pourquoi un référendum sur le nouveau traité ?

Daniel Cirera: C'est parce que les Françaises et les Français ont dit non en 2005 qu'il y a un nouveau traité. Plus de 60% veulent un référendum, par-delà leur opinion sur l'Europe et le traité. L'Europe traverse déjà une grave crise de confiance, dont a témoigné la victoire du non, et son écho en Europe. Tout passage en force et en catimini, comme en a l'intention Nicolas Sarkozy, ne ferait que renforcer cette défiance. Ce serait un déni de démocratie.

NLA: Pourquoi cette opposition au traité dit de Lisbonne ?

D.C. : C'est la version recyclée des traités antérieurs et de la Constitution. Sarkozy et Merkel, et même Giscard s'en félicitent. **Les raisons qui ont motivé le non sont intactes.** Les Français n'ont pas dit non à l'Europe. Ils ont dit leurs inquiétudes et leurs attentes. Ils ont dit leur ras-le bol de ne jamais être écoutés. Le traité actuel ignore totalement ces attentes. **On a nettoyé ce qui choquait (comme le mot constitution) mais le socle libéral de la « concurrence libre et non faussée » est intact.** Or c'est cela qui posait problème. Veut-on continuer avec les directives sur les services publics, les pressions sur les salaires et les retraites, la généralisation de la flexibilité et la précarité ? On ne touche pas à la Banque centrale ? Il ne suffit pas de répéter Europe sociale, Europe sociale ! Puis de continuer comme avant. **Il faut utiliser cette période et le débat sur le traité pour ouvrir le**



chantier des changements dont l'Europe a besoin.

NLA: Quelles perspectives alors ?

D.C. : La Confédération européenne des syndicats - pourtant favorable à la Constitution - parle « d'occasion manquée ». **L'enjeu c'est la régression, la mise en concurrence des peuples, ou des avancées vers un nouveau modèle social, écologique et solidaire européen. Avec les ruptures et les réformes que cela implique.** Il faut répondre à la question: un traité pour quoi faire ? L'Europe pour quoi faire ? Quelle place dans la mondialisation ? Qu'est ce que ça change dans ma vie ? **Ou plutôt qu'est-ce qu'il faut changer en Europe pour que ça change quelque chose en mieux dans ma vie ? C'est ce débat qu'il faut faire grandir dans les jours et les semaines qui viennent.**

■ Conférence «Comprendre les Balkans»

A l'initiative des ami-e-s du Courrier des Balkans, **Jean-Arnault DERENS** et **Laurent GESLIN** présenteront leur nouvel ouvrage:

«Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives» *

Lundi 10 décembre prochain à 20 heures
amphithéâtre Jules Vallès Médiathèque de Nantes

Jean-Arnault Dérens est historien et journaliste, correspondant régulier du quotidien Ouest France, de RFI et de l'Humanité pour les Balkans. Laurent Geslin est géographe. Ils assurent tous deux la rédaction en chef du Courrier des Balkans. (* Paris, éditions Non Lieu, 352 pages, octobre 2007, 19 euros)

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

■ Femmes solidaires : Rencontre avec Odette Roux

Le comité de Nantes de Femmes Solidaires vous invite
vendredi 16 novembre 2008 à 18h30
à l'Espace Simone de Beauvoir
25 quai de Versailles à Nantes



à une **rencontre exceptionnelle avec ODETTE ROUX** sur le thème de «**Femme résistante, hier et aujourd'hui**»

Née en 1917 d'une famille laïque, dans un petit village vendéen «dominé par le curé et le châtelain», Odette Roux témoigne de son parcours de femme engagée. Institutrice, résistante, femme politique, membre de l'UFF, de la FDIJ, 1ère femme élue en 1945 maire d'une ville de sous préfecture, les Sables d'Olonne, syndicaliste, militante au Mouvement de la Paix, au Secours Populaire... Malgré l'adversité, elle continue toute sa vie à lutter pour un monde solidaire et juste.

Une biographie en 2 tomes, «Le jardin d' Odette, chronique d'une vendéenne engagée» écrit par Fanny Proust, ainsi qu'un film documentaire réalisé par Marie-José Aïassa et cinq élèves de BTS du lycée audiovisuel de Montaigu, seront présentés à l'occasion de cette soirée d'échanges avec Odette Roux, en présence de sa fille Line et des auteures.

Nous vous accueillerons avec un buffet de l'amitié.

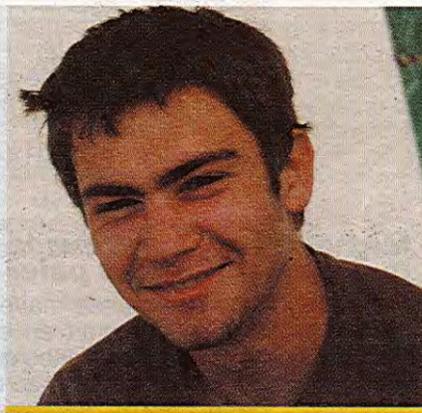
Contact : 06 61 16 68 58



Une guerre : Pour quelques barils de plus ?

Le dimanche 16 septembre dernier, le ministre des affaires étrangères **Bernard Kouchner** a annoncé que si les autorités iraniennes ne cédaient pas, il faudrait s'attendre au pire autrement dit la guerre. Ces menaces montent bien à quel point la France a changé au niveau de son discours diplomatique ; on passe de l'époque

où on négociait à celle où on fait la guerre. De quel droit le gouvernement français fait-il des menaces à un pays souverain ? Les américains, trop occupés à faire la guerre en Irak, se félicitent d'avoir trouvé en Sarkozy le nouveau Blair, un nouveau «blaireau» qui pourra envoyer les enfants des autres se faire tuer à des milliers de kilomètres de chez eux, loin de leurs familles et de leurs proches. **En 2003, la jeunesse française s'est mobilisée par des manifestations contre la guerre en Irak ; demain, nous serons toujours autant à manifester contre l'envoi de nos troupes** pour un «remake» de la guerre en Irak dans laquelle les U.S.A s'enlisent dans ce que l'on appelle le nouveau Vietnam ; nous refusons de voir nos amis et nos camarades mourir loin de nous pour une cause qui n'était pas la leur, **nous refusons de**



Par Renaud Regard

mettre nos vies entre les mains de Sarkozy, Dassault ou Lagardère dans le seul intérêt du MEDEF, de Total ou du CAC 40. Nous ne les laisserons pas voler notre jeunesse. Aux États-Unis, dans beau-

coup de familles pauvres et bien souvent d'origines immigrées (qui voulaient vivre le rêve américain) des parents pleurent la mort de leurs fils, victimes de la tuerie de Bush. Les enfants de Bush sont-ils en Irak ? Voulons-nous de ça en France ? Moi non ; pourtant Sarkozy à bien l'intention de nous construire une France à l'américaine avec l'aide du parlement tout acquis à sa cause. Exterminer un peuple, lui voler ses richesses, devoir tuer, voir ses amis se faire tuer, de là, la haine qui vous hante (en revenant vous voterez extrême-droite) et se demander tous les jours si votre famille va bien, si elle ne manque de rien, si personne n'est mort dans un attentat terroriste. Voilà le cauchemar de la guerre d'aujourd'hui, nos parents ne nous ont pas élevés pour ça, je crois que c'est plutôt pour qu'on vive !!!!!